



**Fonds Monétaire International - FMI**  
**Centre Régional d'Assistance Technique**

Renforcer les capacités macroéconomiques et financières en Afrique de l'Ouest

AFRITAC de l'Ouest



Tél: +(225) 20.20.89.87

Fax: +(225) 20.20.89.60

site Internet : [www.afritaouest.org](http://www.afritaouest.org)



*La Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest*

**Parution Numéro 22 – Janvier 2019**

**Sommaire**

Vue d'ensemble .....	1
Activités par domaine.....	2
Actions de formation.....	15
Comptes rendus de missions mis en ligne sur le site sécurisé du Centre à fin décembre 2018.....	18
Activités à venir .....	20

**Vue d'ensemble**

Dans ce numéro, la Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest présente les principaux résultats des activités de renforcement des capacités au cours de la période d'octobre à décembre 2018. L'évaluation de l'exécution des activités de l'exercice 2018-2019 du Centre à mi-parcours, fait ressortir les points suivants :

- Le Centre a dispensé l'équivalent de 309 semaines d'assistance technique à fin octobre 2018.
- Au niveau des pays, le volume d'activités a été le plus élevé en Guinée, en Guinée-Bissau et en Côte d'Ivoire.
- Les activités de formation de mai à octobre 2018 ont porté sur trois séminaires et quatre stages d'immersion organisés dans les domaines de l'administration des recettes, de la dette et du développement des marchés financiers, de la supervision bancaire et de l'analyse macro-budgétaire.

La période sous revue dans ce numéro a été également marquée par l'organisation de quatre séminaires et un stage en novembre et en décembre 2018 dans les domaines de l'analyse macro-budgétaire, de l'administration des recettes, de la gestion des dépenses publiques et de la supervision bancaire. Par ailleurs, le Coordonnateur du Centre poursuit le renforcement du partenariat stratégique avec les bailleurs et les grandes directions des pays membres bénéficiaires de l'AT. Dans ce cadre, il a effectué des visites de travail au Bénin, en Belgique et au Sénégal.



## Activités par domaine

### Administration douanière

*AFRITAC appuie les autorités douanières à améliorer l'efficacité et la performance des contrôles douaniers – dans le but de faciliter les échanges commerciaux, d'améliorer les recettes et d'assurer la protection du territoire, de permettre une gestion transparente et efficiente des régimes suspensifs et des exonérations et d'établir ou renforcer la gestion des risques.*

#### Conseiller résident en administration douanière



**M. Serge Véra** a débuté sa carrière dans les douanes françaises en 1981. Avant sa prise de fonction à l'AFRITAC de l'Ouest en 2016, M. Véra était chef de service au sein de la direction régionale des Douanes de La Réunion (2013-2016).

### **Niger – Atelier national portant sur l'étude des principes de l'Accord de l'OMC relatif à la valeur transactionnelle du 8 au 12 octobre.**

Cet appui du Centre a consisté à organiser un atelier sur l'étude des principes de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) relatif à la valeur transactionnelle. L'atelier qui a regroupé 33 agents dont 29 vérificateurs en poste dans différents bureaux des douanes de Niamey et de l'intérieur ainsi que 4 inspecteurs en poste à la Direction générale (contrôle à postériori et Cellule valeur) a permis de renforcer les capacités des cadres sur les points suivants : (1) aperçu historique des différentes notions de la valeur en douane, (2) principes et structure de l'Accord de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), (3) institutions et instruments de mise en œuvre, (4) méthodes d'évaluation et (5) cas pratiques sur les instruments du Comité technique d'évaluation en douane.

### **Burkina Faso – Renforcement de la fonction d'évaluation en douane du 15 au 19 octobre 2018.**

L'assistance technique fournie par le Centre a permis de constater que le bilan de l'évaluation des recommandations est positif. En effet, sur l'ensemble des recommandations faites par la mission du département des finances publiques du FMI de mai 2018, presque toutes ont été totalement ou partiellement exécutées. Seules deux recommandations n'ont pas encore été rendues effectives. Le Comité de transition et de supervision est opérationnel. Il a été créé le 31 juillet 2018 pour veiller au respect de la procédure d'évaluation en douane et garantir la sécurisation des recettes. Le service de gestion et de surveillance de l'application de la valeur transactionnelle est actif. Toutefois, tous les outils informatiques d'aide à la décision ne sont pas encore déployés. Le certificat de visite n'est pas rempli systématiquement par les vérificateurs. Afin d'accompagner efficacement les mesures d'ajustement préconisées, un plan d'actions a été proposé.

## **Guinée-Bissau – Renforcement de la fonction d'évaluation en douane du 8 au 19 octobre 2018.**

Au cours de cette mission d'assistance technique, les meilleures pratiques internationales en matière d'évaluation en douane ont été présentées et examinées, en mettant l'accent sur l'utilisation du module "Valeur" de SYDONIA ++. Après la formation de tous les agents de la Direction anti-fraude, la mission a insisté sur le fait que ce module est un instrument indispensable pour la gestion automatisée des risques, fournissant à ses utilisateurs des informations concrètes sur la valeur en douane et permettant de contrôler plus efficacement. Par ailleurs, la mission a participé à la mise en place la cellule Valeur au sein de la Direction anti-fraude et à la création de la base de données des valeurs de référence, outil dynamique indispensable pour procéder au contrôle des valeurs déclarées par les importateurs.

## **Mali – Projet d'instruction-cadre sur la procédure de dédouanement des marchandises du 8 au 19 octobre 2018.**

L'appui a permis de produire un projet d'instruction-cadre qui prend en compte les lacunes, redondances, points de blocage et dysfonctionnements actuels du processus de dédouanement. Il en propose la correction et la remise en ordre dans le cadre du système de dédouanement SYDONIA World et selon les principes de facilitation des échanges, de gestion des risques et de renforcement des contrôles de second niveau. Le projet d'instruction-cadre a été présenté et remis aux autorités. Sa mise en œuvre et son suivi devront intervenir dès la fin des travaux du Comité de rédaction et l'achèvement des préalables indispensables à sa correcte application. Il est souhaité que le lancement de l'instruction-cadre intervienne au deuxième trimestre 2019. Une phase d'expérimentation de 3 mois auprès d'un bureau pilote, Faladié par exemple, est préconisée.

## **Mauritanie – Renforcement du contrôle de la valeur par l'exploitation des bases de données miroir du 19 au 30 novembre.**

L'analyse miroir consiste à comparer les déclarations d'importations avec les flux d'exportations enregistrés par les pays partenaires. Il convient de s'assurer au préalable de la bonne compréhension des données d'importation et de la prise en compte de l'ensemble des informations pertinentes. Cette assistance visait au renforcement du contrôle de la valeur par l'exploitation des bases de données miroir. Elle a permis de faire le point sur les capacités du système informatique à accompagner le renforcement de l'évaluation en douane. Les travaux effectués en atelier ont permis de : (1) présenter les résultats détaillés de l'analyse miroir effectuée par la mission ; (2) intégrer les résultats de l'analyse miroir à la stratégie de contrôle ; (3) s'appuyer sur les résultats de l'analyse miroir pour alimenter la base de données sur les valeurs de références. Un atelier plus technique a permis de discuter des aspects méthodologiques statistiques/informatiques. La mission recommande la création d'une cellule devant s'approprier l'analyse miroir et en charge de poursuivre l'analyse et de faire le suivi des résultats des contrôles et ajustements résultant de cette analyse.

## Administration fiscale

*AFRITAC de l'Ouest concentre son appui sur le renforcement de l'administration fiscale, en particulier la localisation des contribuables, le suivi mensuel de leurs obligations déclaratives et de paiement, et l'élargissement des contribuables. Pour les pays pilotes retenus dans le cadre de l'intensification de l'assistance technique, les activités visent le renforcement de l'efficacité de la gouvernance et l'amélioration des fonctions essentielles de l'administration fiscale.*

### *Conseiller résident en administration fiscale*



**M. Olivier Sanz** a assuré plusieurs missions court terme pour le FMI, en Algérie, au Gabon et en Guinée équatoriale avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2017.

### *Conseiller résident en administration fiscale*



**M. Nicolas Hiol** était membre du panel d'experts du FMI avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2017. A ce titre, il a assuré de nombreuses missions d'assistance technique au profit notamment du Burkina Faso, de la Guinée et de la Mauritanie, trois pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest.

## **Burkina Faso – Renforcement des principales fonctions de la DGI du 15 au 26 octobre 2018.**

Cette mission d'assistance technique avait pour objectif de : (1) vérifier l'impact du déménagement des deux centres des impôts des moyennes entreprises de Ouagadougou ; (2) s'assurer que les outils fournis en février dernier en matière de contrôle fiscal et de remboursement de crédit de TVA, sont bien utilisés ; et (3) aider la DGI à réaliser les résultats attendus au 31 décembre 2018, notamment en matière de recouvrement. De réels progrès ont été réalisés depuis la dernière visite en février 2018. Appuyée par l'AFRITAC de l'Ouest : (1) la DGI burkinabè a poursuivi sa modernisation avec le lancement des téléprocédures pour les grandes et moyennes entreprises ; (2) le déménagement des deux centres des impôts des moyennes entreprises de Ouagadougou vers un immeuble plus fonctionnel (DME C1 et C2) s'est déroulé de manière tout à fait satisfaisante ; et (3) le taux de dépôt dans les délais des déclarations de TVA s'est même amélioré passant de 75% en décembre 2017 à 84% en août 2018 (pour un objectif de 80% pour la fin de 2018). En revanche, les progrès en matière de contrôle, de remboursement de crédit de TVA et de recouvrement restent limités. La DGI concentre tous ses efforts sur la fiabilisation de ses restes à recouvrer, qui en dehors de la capitale, repose toujours sur une gestion manuelle, chronophage et peu fiable. Le Centre a rappelé ses recommandations antérieures et aidé les comptables à identifier les créances à recouvrer en priorité pour augmenter substantiellement les recettes à court terme pour un potentiel de près d'un point de PIB (0,93).

## Sénégal – Eléments d’une stratégie de mobilisation des recettes intérieures à moyen terme et évaluation de l’efficacité opérationnelle de la DGID du 28 novembre au 11 décembre 2018.

En partenariat avec le Département des finances publiques du FMI (FAD), cette assistance avait pour objet : (1) d’évaluer la mise en œuvre du programme de renforcement de l’efficacité de la DGID dans sa double composante – mobilisation des recettes et digitalisation des procédures ; et (2) de donner aux autorités un aperçu général de la nouvelle approche SRMT (stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme). Le programme de réforme soutenu par le Centre et FAD est mis en œuvre de manière satisfaisante : la DGID poursuit avec succès sa transformation numérique, ce qui a permis notamment d’améliorer notablement son dispositif de lutte contre la fraude et l’évasion fiscale. La mission a présenté à un large panel de hauts cadres des administrations financières sénégalaises, en quoi la démarche SRMT pourrait être une réponse efficace au défi d’obtenir davantage de résultats.

## Togo – Renforcement des fonctions fiscales clés de l’Office Togolais des Recettes du 9 au 26 octobre 2018.

Cette assistance visait à : 1) faire le point des actions entamées lors des missions précédentes ; (2) évaluer de façon spécifique le niveau d’appropriation par les Directions des grandes et moyennes entreprises (DGE et DME) des techniques de surveillance des déclarations mensuelles, puis leur proposer un appui supplémentaire et (3) renforcer les unités de contrôle ponctuel (CP). L’appui technique du Centre a permis de noter de réels progrès, sauf sur l’assainissement des répertoires de la DGE et DME dont le bilan est décevant. Les capacités d’analyse-risque des gestionnaires ont été consolidées, une formation dispensée aux inspecteurs du contrôle ponctuel et plusieurs livrables produits. Au regard du retard accusé par l’assainissement des répertoires (DGE et DME), un projet de désactivation des numéros d’identification fiscale des défallants chroniques coordonné avec la douane a été mis en route.

### Gestion des finances publiques

*Dans le domaine de la gestion budgétaire, le programme d’activités vise à renforcer le processus budgétaire à savoir d’en améliorer la transparence, la pertinence ainsi que l’exécution et le contrôle. S’agissant de la gestion de la trésorerie, les activités visent l’amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.*

#### *Conseiller résident en Gestion des dépenses publiques-aspect budget*



**M. Bacari Koné** a passé dix ans au département des Finances publiques du FMI où il a travaillé en qualité d’économiste principal avant de prendre ses fonctions à l’AFRITAC de l’Ouest en 2017.

### *Conseiller résident en Gestion des dépenses publiques-aspect trésor*



**Marie-Christine Uguen** a exercé des fonctions de cadre supérieure à la Direction Générale des Finances Publiques du Ministère de l'Economie et des Finances français, principalement dans le domaine de la dépense publique, de la comptabilité et des systèmes d'informations des finances publiques. Elle a rejoint l'AFRITAC de l'Ouest en 2018.

### **Guinée – Appui à la revue qualité des manuels des procédures comptables mises en œuvre par les comptables principaux de l'Etat du 19 au 30 novembre.**

L'assistance technique du Centre avait pour objectif d'appuyer la revue qualité des manuels de procédures des comptables principaux de l'État, de faire le point de l'adaptation du système comptable aux procédures décrites et d'animer des formations en comptabilité. Elle a permis de réviser intégralement les trois manuels de procédures comptables portant respectivement sur les procédures de dépenses, des recettes fiscales et des recettes douanières et de les enrichir selon une démarche participative. Les prochaines étapes à prévoir sont : (i) l'adoption des manuels sous forme d'instruction comptable par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique et (ii) la poursuite de l'élaboration des manuels de procédures pour la Recette Centrale du Trésor de Conakry et pour Agence comptable centrale du Trésor au cœur des procédures de centralisation des comptes. En outre, l'informatisation de la comptabilité actuelle en base caisse demeurant un pré requis à la production de comptes fiables et régulière, et à la transition vers la comptabilité en droits constatés, un format de note de cadrage du projet d'informatisation de la comptabilité a été fourni.

### **Guinée-Bissau – Plan d'actions prioritaires pour renforcer l'exécution budgétaire du 25 septembre au 5 octobre 2018.**

Cet appui a permis de passer en revue l'état de mise en œuvre des recommandations des missions d'assistance technique précédentes du Département des finances publiques (FAD) du FMI et de l'AFRITAC de l'Ouest sur la période de 2013 à 2018 dans le domaine de l'exécution du budget. Il a permis de constater que les autorités ont réalisé des progrès notables dans le domaine de l'exécution budgétaire. Ces progrès incluent notamment l'abandon, depuis fin 2016, de l'utilisation des procédures exceptionnelles d'exécution de la dépense connues sous le nom de dépenses non titularisée ; la mise en place et le fonctionnement régulier d'un nouveau cadre institutionnel de gestion de trésorerie en janvier 2017 composé d'un Comité de trésorerie appuyé par un comité d'arbitrage des dépenses budgétaires ; l'adoption en juin 2018 de la loi de finances pour l'exercice 2018 par l'Assemblée Nationale Populaire après plusieurs années d'application des 12<sup>ème</sup> provisoires et autres. Cependant la mise en œuvre des recommandations des mission passées reste encore très limitée. Au regard de ces constats, a proposé trois axes principaux de recommandations : (i) la déconcentration progressive du contrôle financier et de l'ordonnancement ; (ii) le renforcement de la gestion de trésorerie ; et (iii) améliorer le champ de couverture et la qualité des informations budgétaires. Pour ce faire, la mission a proposé un plan d'actions priorisées et séquencées sur le moyen terme pour améliorer l'exécution budgétaire.

## **Mali – Appui à l’élaboration d’une instruction sur la méthodologie d’un premier arrêté des comptes en comptabilité d’exercice et patrimoniale du 22 octobre au 2 novembre 2018.**

L’appui a concentré ses efforts sur le processus de clôture des comptes 2018, les premiers en format Comptabilité en droits constatés et patrimoniale. Il a contribué à produire un projet d’instruction sur la méthodologie de clôture des comptes 2018 détaillant pour chaque compte concerné une méthodologie complète, les supports à utiliser et les acteurs à mobiliser et un calendrier détaillé de l’ensemble des opérations à mener dans le cadre de cette clôture. Par ailleurs, les travaux de la mission, au terme d’entretiens avec l’ensemble des acteurs devant contribuer à la production des comptes, a mis en exergue un certain nombre de points de faiblesses pouvant être des facteurs de risques quant à la qualité de la clôture des comptes.

## **Mauritanie – Appui à l’amélioration de la budgétisation des investissements publics du 26 novembre au 07 décembre 2018.**

L’assistance technique de l’AFRITAC de l’Ouest a permis d’organiser un atelier technique de renforcement de capacités des acteurs de deux jours sur la gestion budgétaire en Crédits d’engagement et Crédits de paiement (CE/CP). L’atelier a réuni trente-cinq participants représentant les services de la Direction générale du budget ainsi que des services financiers et de planification de six ministères pilotes. Les services de chacun des six ministères pilotes ont participé aux séances de travail afin de renforcer la structure des dépenses de leurs budgets d’investissement en CE et CP. Les autorités Mauritanienne ont réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre des réformes budgétaires pour moderniser et renforcer la transparence et l’efficacité de la gestion des finances publiques. Le processus amorcé dans ce sens en 2012, a culminé avec la promulgation, en octobre 2018, d’une nouvelle loi organique relative aux lois de finances (LOLF) qui abroge et remplace la précédente loi organique de janvier 1978. Au cours des travaux de structuration des dépenses d’investissements publics dans les ministères, la mission a formulé des recommandations qui visent à corriger des faiblesses importantes qui limitent non seulement l’efficacité des CE-CP en tant qu’outil approprié de budgétisation des investissements publics mais aussi et surtout l’efficacité et l’efficience des investissements.

## **Togo – Appui à l’élaboration d’un guide didactique du nouveau plan comptable de l’Etat du 5 au 16 novembre 2018.**

Une première mission d’assistance technique réalisée en mars 2018 a permis d’élaborer le projet de recueil des normes comptables et de renforcer les capacités en ce domaine. Dans la continuité de ces travaux, cette mission a prévu d’appuyer les autorités dans l’élaboration de la documentation du nouveau plan comptable de l’Etat (PCE), en lien avec le recueil des normes comptables élaboré précédemment. Les travaux menés conjointement avec la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique ont conduit à apporter des aménagements du projet de PCE, relatifs à certains schémas comptables (primes de remboursement cessions d’immobilisation, cession de titres de placement, provisions pour risques et charges, etc). D’autres améliorations ultérieures pourront être apportées dans le cadre d’une trajectoire d’amélioration de la qualité

comptable. Ainsi, l'implémentation des balances auxiliaires et de balances âgées, absentes à ce jour, pourrait alléger considérablement le PCE et contribuer à l'efficacité des travaux de la DGTCP.

A l'issue de cette mission, les autorités disposent désormais d'un guide détaillé de fonctionnement du PCE, incluant également la table de passage entre les comptes de la nomenclature UEMOA et les nouveaux comptes du PCE.

### **UEMOA (Commission) – Appui au renforcement des capacités des pays pour la mise en œuvre des directives du cadre harmonisé des finances publiques l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) able de l'Etat du 6 au 8 novembre 2018.**

La mission a participé à la deuxième réunion annuelle de l'observatoire des finances publiques (OFP) de l'UEMOA composé de hauts fonctionnaires des Etats membres. Cette participation a permis d'assister la Commission et l'OFP à faire le point de la mise en œuvre des directives régionales dans les pays et à finaliser et valider les projets de textes communautaires d'harmonisation du contenu de la masse salariale et des recettes fiscales dans tous les pays membres.

### **Gestion de la dette et développement des marchés financiers**

*AFRITAC de l'Ouest soutient la formulation et la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette et de plan de trésorerie, appuie les autorités dans leurs efforts de renforcement du cadre organisationnel de gestion de la dette, aide à l'amélioration de l'information sur la dette publique, renforce les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique et soutient les institutions régionales dans le développement du marché régional des titres d'État de l'UMOA.*

#### **Conseiller résident en gestion de la dette et développement des marchés financiers**



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2014, **M. Oumar Dissou** était le conseiller résident chargé de la gestion de la dette publique de l'AFRITAC Centre, structure qui couvre les pays de la CEMAC, le Burundi et la RDC.

### **Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF)– Renforcement de la procédure de réalisation des émissions de titres d'Etat par syndication dans l'UEMOA du 1 au 5 octobre.**

La mission avait pour objectif d'aider le CREPMF à corriger les faiblesses notées lors de la précédente mission dans la procédure de réalisation des émissions de titre d'Etat par syndication dans les Etats de l'UEMOA. Les travaux de la mission ont permis de produire une nouvelle procédure que les services du CREPMF pourraient traduire en une Instruction pour renforcer le processus d'émission de titres d'État par

syndication dans l'UEMOA. Les principales innovations contenues dans la nouvelle procédure permettront de raccourcir significativement le délai de réalisation d'une opération de syndication de titres d'État en le faisant passer de 158 jours à 30 jours calendaires.

### **Guinée : Élaboration de la stratégie de dette à moyen terme - du 5 au 16 novembre 2018.**

Cette mission a formé une vingtaine de cadres des Ministères de l'économie des finances, du budget et du plan sur la démarche de préparation de la stratégie de dette à moyen terme (SDMT). Elle les a assistés à préparer leur SDMT pour la période 2019-2023, qui est un repère dans le cadre du programme triennal 2017-2020 au titre de la facilité élargie de crédit, et a fait des recommandations pour faciliter le suivi de la stratégie, faciliter la mise à jour des prochaines stratégies et améliorer la fiabilité des données de la dette.

### **Mauritanie- Formation à l'évaluation des offres de financement du 22 au 26 octobre 2018.**

Le Centre a formé une dizaine de cadres impliqués dans les opérations de la dette sur la démarche d'évaluation d'une offre de financement. A travers des exercices pratiques, les participants ont pu appréhender la démarche de prise en compte des différentes commissions y compris les primes de garantie dans le calcul du coût effectif d'un emprunt. Les exercices pratiques leur ont également permis les risques liés aux choix de financements, tels que le choix entre des financements à taux variable et taux fixe et le risque lié au financement en devises.

### **Sénégal- Formation sur le cadre révisé de viabilité de la dette du 26 novembre au 7 décembre 2018.**

Cette assistance technique a formé une quinzaine de cadres du Ministère de l'économie, des finances et du plan sur l'utilisation du cadre révisé de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu. Les différents travaux pratiques et l'analyse de viabilité du Sénégal réalisés durant la formation ont permis aux participants de mieux appréhender les principaux changements apportés au cadre et de renforcer leurs capacités à évaluer les risques de la dette.

## **Statistiques de finances publiques**

*L'axe central de l'assistance technique est l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du Manuel de statistiques de finances publiques du FMI 2001/2014 et à la production, ainsi que la diffusion des tableaux statistiques de finances publiques (SFP). Il s'agit en premier lieu des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire à savoir : (i) le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), principal document de synthèse des SFP, (ii) la situation des flux de trésorerie, (iii) le bilan financier et (iv) la situation de la dette.*

### *Conseiller résident en Statistiques de finances publiques*



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2016, **M. Nicolas KACOU** a fait une partie de sa carrière au ministère de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire, où il a été chargé d'élaborer le Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE), notamment à partir de la Balance générale des comptes du Trésor.

### **Côte d'Ivoire - Elargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques selon le Manuel des Statistiques de Finances Publiques du 08 au 11 octobre et du 22 octobre au 2 novembre 2018.**

Cet appui s'est déroulé en deux étapes sous forme de séminaire résidentiel. La première étape a été consacrée aux travaux sur l'élargissement du champ du TOFE au secteur des administrations publiques, notamment aux établissements publics nationaux (une composante des unités extrabudgétaires). Les travaux sur l'intégration du sous-secteur des collectivités locales ou territoriales se sont déroulés au cours de la deuxième étape. En plus, un atelier national de formation sur la sectorisation et l'actualisation des entités entrant dans le champ de la Position Nette du Gouvernement (PNG) selon le manuel des statistiques de finances publiques 2014 (MSFP 2014) a été organisé au cours de cette mission.

### **Guinée-Bissau - Elargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques selon le Manuel des Statistiques de Finances Publiques (MSFP) du 5 au 16 novembre 2018.**

Cette assistance technique a permis de constater que le comité technique du Comité Statistiques de Finances Publiques (SFP) mis en place est opérationnel car il a régulièrement tenu des rencontres. Mais la composante pilotage du Comité SFP n'est toujours pas fonctionnel. Les travaux de la mission ont porté essentiellement sur le renforcement des capacités du sous-comité technique du comité SFP sur les normes et principes du MSFP 2001/2014 à travers cinq (5) présentations relatives au cadre d'analyse des SFP selon le MSFP 2001/2014, au champ de couverture, aux opérations de recettes et de charges et au Compte de patrimoine. Les séances techniques ont permis de peaufiner et d'actualiser la table de passage conformément aux codes du MSFP 2014 d'une part et de produire un canevas à l'endroit du ministère de la pêche pour la collecte des transactions dudit ministère d'autre part. S'agissant du tableau relatif à la situation des flux de trésorerie, les travaux ont permis de finaliser la codification de tous les comptes de la balance générale des comptes du Trésor. La Guinée-Bissau dispose de tables de passage des sous-secteurs des collectivités territoriales et de la sécurité sociale.

### **Statistiques du secteur réel**

*AFRITAC de l'Ouest appuie les autorités dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 et du changement d'année de base dans tous ses pays membres. Le Centre appuie le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).*

### *Conseiller résident en Statistiques du secteur réel*



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2018, **M. Fahd Ndiaye** a travaillé à l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal pendant 10 ans.

### **Côte d'Ivoire – Nomenclatures d'activités et de produits et techniques d'échantillonnage du 15 au 19 octobre 2018.**

Les travaux de la mission se sont déroulés sous forme d'atelier avec la Direction de Prévisions, des Politiques et Statistiques Economiques (DPPSE) de la Direction Générale de l'Economie (DGE) et l'Institut National de la Statistique (INS) sur la compréhension et l'utilisation des nomenclatures d'activités et de produits utilisés dans la préparation des bases de sondage des enquêtes auprès des entreprises. Les travaux ont contribué à la mise en place des échantillons des enquêtes auprès des entreprises évoluant dans le transport et dans l'hébergement. Ceci dans le cadre de l'amélioration du dispositif des enquêtes de conjoncture pour le suivi de la conjoncture économique nationale. Cette formation a abordé les aspects théoriques sur les généralités des nomenclatures d'activités et de produits et les techniques d'échantillonnage des entreprises pour améliorer la compréhension des participants et des aspects pratiques pour leur permettre de s'approprier l'utilisation des nomenclatures et les techniques dispensées en matière d'échantillonnage.

### **Guinée – Mise en place de l'année de base 2015 sous le SCN 2008 et comptes nationaux de l'année 2017 sous le SCN 1993 du 1er au 19 octobre 2018.**

La mission a aidé l'INS à traiter les sources des données de l'année 2017 notamment les déclarations statistiques et fiscales (DSF). Plusieurs sources dont le traitement nécessite des améliorations ont été identifiées. Elle recommande vivement l'accélération du rebasage afin d'intégrer ces améliorations dans les comptes rénovés et assurer la cohérence avec les séries déjà diffusées. Dans ce cadre, la mission a appuyé l'INS sur les travaux de mise en place des nomenclatures des comptes nationaux 2015 selon le SCN 2008. Elle a recommandé que les enquêtes sur la consommation des ménages avec une couverture nationale, le secteur informel et les marges soient finalisées au plus tard au premier trimestre 2019. L'INS s'est aussi engagé à relancer la production de l'indice de production industrielle (IPI) et à collecter le fichier de déclaration de la taxe sur la valeur ajoutée. Ces améliorations serviront à préparer l'estimation des comptes nationaux trimestriels.

## **Burkina Faso – Atelier de revue des comptes nationaux de l’année de base du 5 au 10 novembre 2018.**

Les travaux de la mission se sont déroulés sous forme d’atelier pour examiner les comptes de la nouvelle année de base 2015. Ont pris part à cet atelier, outre l’Institut national de la Statistique et de la Démographie (INSD), les représentants du Ministère en Charge de l’Agriculture et de la Direction générale de l’économie et de la planification (DGEP), ainsi que les institutions internationales à savoir l’Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), l’Observatoire économique et statistique d’Afrique Subsaharienne (AFRISTAT), la Banque Mondiale, le Programme d’appui à la gestion publique et à la statistique (PAPGS), la Direction nationale de la Banque centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) et AFRITAC. Les travaux de l’atelier ont permis d’élaborer un certain nombre de recommandations à l’endroit de l’équipe technique en charge du processus de changement de l’année de base ainsi que les partenaires financiers et techniques. Ces recommandations vont dans le sens de la finalisation et de la diffusion des comptes nationaux rénovés en décembre 2018.

## **Burkina Faso – Atelier bilan des travaux de changement de l’année de base dans les pays de l’UEMOA du 12 au 16 novembre 2018.**

La Commission de l’UEMOA a organisé, en collaboration avec AFRISTAT, du 12 au 16 novembre 2018 à Ouagadougou (Burkina Faso), un atelier régional sur « le bilan des travaux de changement d’année de base des comptes nationaux et du passage au SCN 2008 dans les Etats membres et perspectives ». Etaient présents, outre des cadres de la Commission, les représentants des huit (8) Etats membres, d’AFRISTAT, de la BCEAO et d’AFRITAC. Les travaux ont permis de noter que cinq (5) pays disposent actuellement des résultats des comptes de l’année de base selon le SCN 2008. Les trois (3) autres pays sont dans les phases de collecte, de traitement de données sources, et d’élaboration des comptes de l’année de base.

## **Togo – Mise en place de l’année de base 2015 sous le SCN 2008 du 19 au 30 novembre 2018.**

L’objectif de cette mission est d’appuyer l’INSEED dans l’élaboration d’une nouvelle année de base conforme au Système de comptabilité national de 2008 et préparé l’implémentation des comptes trimestriels. L’atelier s’est déroulé par des présentations sur les innovations du SCN 2008 notamment le traitement des sources du secteur financier, la prise en compte de la Recherche et développement (R&D). Les travaux ont également porté sur l’analyse des dépenses de consommation finale (CF) des ménages. Le plan d’action a été actualisé et vise la disponibilité des comptes de l’année de base en juin 2019 et une publication au premier trimestre 2020.

## **Bénin – Mise en place de l’année de base 2015 sous le SCN 2008 du 10 au 14 décembre 2018.**

La mission a aidé l’INSAE à examiner l’impact de la prise en compte des résultats de l’enquête sur le commerce extérieur non enregistré (ECENE) dont le premier passage s’est achevé en novembre 2018. Trois autres passages sont attendus pour affiner les premiers résultats.

## **Mali – Mise en place de l’année de base 2015 sous le SCN 2008 du 17 au 21 décembre 2018.**

La mission a appuyé l’INSTAT dans l’élaboration d’une nouvelle année de base conforme au Système de comptabilité nationale de 2008. Les capacités des cadres ont été renforcées par des présentations sur les innovations du SCN 2008 notamment le traitement des sources du secteur financier. La mission a identifié une enquête sur la Recherche et développement (R&D) exécutée par l’INSTAT pour l’année 2015 qui pourrait se prêter aux travaux de comptabilité nationale. Les travaux sur l’analyse des niveaux et de la cohérence des dépenses de consommation finale (CF) des ménages sont freinés par la difficulté à retrouver les micro-données. Le plan d’action a été actualisé et vise la disponibilité des comptes de l’année de base en juin 2019 et une publication au premier trimestre 2020.

### **Supervision bancaire**

*Le champ d’intervention du domaine est axé sur des missions de renforcement de la supervision bancaire, sous ses différents aspects, dont la mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace et la transposition des accords internationaux dits de Bâle III. Le Centre intervient également afin d’adapter la réglementation et renforcer la supervision des entités du marché financier régional.*

#### **Conseiller résident en supervision bancaire**



Avant de prendre ses fonctions à l’AFRITAC de l’Ouest en 2016, **M. Éric Lemarchand** était chef de mission à l’Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) à la Banque de France.

## **Mauritanie - Adaptation du Cadre Règlementaire et Renforcement des Capacités du 19 au 30 novembre 2018**

Les travaux menés avec la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) ont permis d’achever les deux projets de texte réglementaire relatif aux normes de solvabilité et de liquidité des banques. Ces deux textes seront adoptés au début de l’année 2019 pour une application prévue au 1er janvier 2020, sachant qu’il est nécessaire de prévoir un délai de mise en œuvre par les banques qui vont devoir procéder à une mise en

jour de leurs systèmes d'information. L'AFRITAC de l'Ouest accompagnera les équipes de la BCM dans cette tâche en vue de permettre le passage au nouveau système tout au long de l'année 2019.

## Analyse macro-budgétaire

*Le programme d'activités couvre en priorité l'intégration des processus de cadrages macroéconomiques et budgétaires, l'approfondissement des instruments de prévisions macroéconomiques, le renforcement des dispositifs de prévision des recettes fiscales, des processus d'allocation budgétaire globale à moyen terme l'élaboration des Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle et la redynamisation des dispositifs institutionnels de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires.*

### Conseiller résident en Analyse macro-budgétaire



**M. Djoret Biaka Tedang** est membre du panel des experts du FMI depuis 2012, il a eu, à ce titre, à conduire une mission d'assistance technique et à co-animer un atelier régional avant de rejoindre AFRITAC de l'Ouest en 2018. M. Djoret a été chef de division Conjoncture et Prévision dans son pays, ainsi qu'expert macroéconomiste à AFRISTAT.

## Mali – Approfondissement du dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire du Mali du 1er au 12 octobre 2018.

Cet appui avait pour objet de renforcer le modèle de cadrage macroéconomique « module de modélisation économique de la direction nationale de la planification et du développement » (MME\_DNPD) et promouvoir son utilisation pour le cadrage macroéconomique et budgétaire. Deux missions avaient permis de finaliser le toilettage du modèle et de renforcer les capacités des utilisateurs. Les travaux de cette mission ont permis de constater que le modèle MME\_DNPD n'a pas été utilisée depuis la dernière mission, car les données de base n'étaient pas actualisées. L'appui du Centre a contribué à intégrer les nouveaux formats de comptes macroéconomiques et les données calculées sur la base des nouvelles méthodologies. Les recommandations qui ont été faites permettront de poursuivre les travaux d'actualisation du modèle afin de le rendre opérationnel avant février 2019. A moyen terme (2020) le comité de prévision et de modélisation (CPM) devrait encore monter en capacités. Une proposition de plan d'actions couvrant les défis identifiés a été discutée avec les cadres de la DNPD a cet effet.

## Côte d'Ivoire – Renforcement des prévisions de recettes fiscales du 29 octobre au 9 novembre 2018

Les travaux de la mission ont permis d'identifier les avancées réalisées par la Direction Générale des Impôts (DGI) sur la mise en place réussie d'un portail de télé-procédures fiscales pour les déclarations d'impôts ; la finalisation d'un projet de convention d'échanges de données entre l'Institut National de Statistiques et la DGI ; une bonne appropriation des nouvelles maquettes de prévision de recettes (TVA et BIC) ; la réalisation de travaux économétriques sur les élasticités à l'activité économique des principaux impôts recouverts par la DGI. Néanmoins, un déficit de séries exploitables de données d'assiette sur longue période,

individuelles ou agrégées, l'absence d'un tableau historique des mesures nouvelles sur les principales recettes fiscales (BIC, TVA et ITS notamment) et une structuration insuffisante des processus et outils de prévision (archivage des fichiers de prévision, mise en place de calendrier spécifique aux recettes, tableaux d'arbitrage...) sont un frein à l'amélioration de la qualité des prévisions de recettes fiscales. En ce sens, la mission a fait des recommandations actualisées qui permettront d'améliorer le dispositif de prévision des recettes fiscales. Ces recommandations portent sur 2019 et 2020.

## **Niger – Renforcement des capacités en gestion du modèle macroéconomique et budgétaire, 2 au 15 décembre 2018**

La mission avait pour objet de renforcer les capacités à la gestion des opérations lourdes sur le modèle de cadrage macroéconomique et budgétaire AYOROU et à évaluer les risques macroéconomiques. Le modèle AYOROU a connu ces dernières années des améliorations successives, l'une des dernières étant l'introduction d'un modèle Equilibre Ressources Emplois par produit qui a modifié profondément la structure du modèle et sa robustesse.

Au cours de la mission, les principales opérations de maintenance du modèle ont été passées en revue et les étapes documentées. Quelques améliorations ont été apportées au modèle et son guide méthodologique a été restructuré et complété par la description des principales étapes de réalisation de ces opérations de maintenance. De même, les bonnes pratiques en matière de cadrage macroéconomique ont été discutées en atelier regroupant les membres du Secrétariat Technique du CTCCMB. Le plan de la note de cadrage macroéconomique et budgétaire a été également revu pour couvrir ces éléments.

Un plan de renforcement du dispositif sur la période 2019-2021 a été présenté et discuté avec les Autorités. Il couvre les principaux défis identifiés, en ligne avec les conclusions d'une mission du FMI réalisée en novembre/décembre 2018 et qui portait sur le renforcement de la fonction macro budgétaire au Niger.

### **Actions de formation**

*« Le renforcement de la fonction contentieuse de l'administration fiscale », Yaoundé du 1er au 5 octobre 2018.*

Cette activité de formation a contribué au renforcement des capacités des responsables de la Division du contentieux de l'Office togolais des recettes. Elle a permis aux 4 responsables du contentieux, bénéficiaires de ce voyage d'études de tirer profit de l'expérience de l'administration fiscale camerounaise, notamment en ce qui concerne : (1) les méthodologies d'analyse des réclamations des grandes entreprises, (2) les procédures légales régissant le contentieux et (3) la gestion interne de la fonction contentieuse (collaboration avec les unités d'assiette et les recettes des impôts, suivi d'activité).

*« Les accords de Bâle III », Abidjan, du 8 au 12 octobre 2018.*

Cette formation intervenue auprès du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA (SGCBU) a été l'occasion de former les participants aux différentes composantes des accords dits de Bâle III après leur finalisation intervenue le 17 décembre 2017. Ce texte constitue la référence principale en

termes de standard international de supervision bancaire et encadre la grande majorité des risques auxquels font face les banques de l'UMOA. De nombreux cas pratiques visant à calculer les différents ratios réglementaires ont été réalisés par les participants qui ont ainsi pu s'approprier et mettre en œuvre les nouvelles règles de solvabilité et de liquidité des banques.

*« Lutter avec efficacité contre la fraude à la valeur en douane », Lomé, du 5 au 9 novembre 2018.*



Ce séminaire a réuni une trentaine de participants des dix pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest ainsi que les experts de la CNUCED et de l'AFRITAC de l'Ouest. Il a permis aux participants de partager les défis auxquels ils font face, chacun dans leur pays, et d'acquérir des savoir-faire indispensables pour une meilleure maîtrise des recettes liées à l'application de la valeur transactionnelle des marchandises importées. Les travaux ont conduit les participants à mieux appréhender trois aspects importants liés au thème abordé au cours du séminaire :

(1) les principes de l'Accord de l'OMC qui réglementent la valeur transactionnelle et les méthodes de substitution, (2) le dispositif et les outils pertinents, répondant aux normes internationales et (3) les mesures pratiques et fonctionnelles permettant de lutter efficacement contre la fraude à la valeur en douane.

*« Interrelations entre les comptes macroéconomiques et robustesse des modèles de cadrage des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest », Cotonou, du 12 au 16 novembre 2018.*



Le séminaire avait pour objectif principal de renforcer la robustesse des outils de cadrage macroéconomique des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest. L'atelier a été le lieu de partage au travers de présentations théoriques, des expériences nationales et de travaux pratiques sur les interrelations entre les comptes. Il a permis aux principaux acteurs de maîtriser les interrelations entre les comptes macroéconomiques et son intérêt pour les analyses et le diagnostic macroéconomique.

Les expériences de chaque pays sur la qualité des outils et les processus mis en place pour l'élaboration des cadrages macroéconomique ont été partagées entre les participants et les actions à mettre en œuvre pour renforcer les outils et les processus des cadrages macroéconomiques des pays identifiées. Il a été recommandé entre autres (i) aux Etats de systématiser l'élaboration des tableaux des interrelations entre les comptes macroéconomiques ainsi que leur analyse pour asseoir la crédibilité des cadrages macroéconomique et budgétaire à moyen terme par la formulation des mesures de politique économique appropriée et (ii) à AFRITAC Ouest d'apporter une assistance technique aux Etats dans la construction d'une fonction macro budgétaire forte, qui contribuera à la conduite des diagnostics et la formulation de politique économique et budgétaire.

*« Réussir la mise en place du contrôle interne comptable : stratégie, méthodes et outils », Dakar, du 10 au 14 décembre 2018.*

Ce séminaire visait à définir les grands axes de la stratégie, les méthodes et les outils pour réussir la mise en place du contrôle interne comptable (CIC) dans le cadre de la réforme comptable engagée par les pays couverts par l'AFRITAC de l'Ouest. Il a permis aux participants d'être imprégnés des apports majeurs de la nouvelle comptabilité générale et des travaux à conduire ; initiés aux bonnes pratiques en matière de contrôle interne comptable ; Outillés pour la mise en place du contrôle interne comptable et de partager les expériences nationales des pays couverts par l'AFRITAC de l'Ouest et internationales.

*« La conduite des réformes prudentielles à la suite de la finalisation de Bâle III », Conakry, du 10 au 14 décembre 2018.*



Ce séminaire a permis d'enrichir les connaissances des participants autour de quatre grandes thématiques notamment (i) la présentation des principales composantes des réformes prudentielles et comptables intervenues au plan mondial et ayant vocation à s'appliquer en Afrique de l'Ouest (ii) l'expérience et l'état d'avancement des réformes prudentielles, (iii) la présentation de trois expériences étrangères iv) discussions sur les facteurs

clés du succès et les risques associés à la définition et à la mise en œuvre des réformes prudentielles . Les participants et, à travers eux, les autorités de la région d'Afrique de l'Ouest ont bénéficié d'un éclairage global et actualisé sur le contenu du cadre prudentiel défini normalement de façon durable au niveau mondial ainsi que d'un partage d'expériences de leurs pairs ainsi que d'autres juridictions pour leur permettre de mettre en place les structures appropriées de gouvernance a même de mener les différents chantiers associés à la conduite des réformes prudentielles.

## Comptes rendus de missions mis en ligne sur le site sécurisé du Centre à fin décembre 2018

BENEFICIAIRE	DOMAINE	TITRE
COTE D'IVOIRE	Statistiques du secteur réel	Amélioration de la qualité des estimations trimestrielles du PIB
COTE D'IVOIRE	Statistiques du secteur réel	Mise en place des comptes financiers
GUINEE	Statistiques du secteur réel	Amélioration de la qualité des comptes nationaux annuels
MALI	Statistiques du secteur réel	Estimation des comptes nationaux trimestriels
SENEGAL	Statistiques du secteur réel	Alignement des comptes nationaux trimestriels
MAURITANIE	Administration douanière	Renforcement de la fonction contrôle après dédouanement
BENIN	Administration douanière	Gestion automatisée d'analyse du risque
BURKINA FASO	Administration douanière	Renforcement de la fonction évaluation en douane
BENIN	Administration douanière	Renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement
BENIN	Administration fiscale	Renforcement de l'action en recouvrement
COTE D'IVOIRE	Administration fiscale	Renforcement du contrôle fiscal et de la gestion du risque
GUINEE	Administration fiscale	Renforcement des fonctions fiscales clés
NIGER	Administration fiscale	Renforcement des fonctions fiscales clés
MAURITANIE	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions de l'administration fiscale
GUINEE-BISSAU	Analyse macro-budgétaire	Renforcer l'appropriation de la programmation macro - budgétaire
MAURITANIE	Analyse macro-budgétaire	Amélioration des outils et du processus de cadrages macro-économiques
GUINEE-BISSAU	Gestion de la dette et développement des marchés financiers	Renforcement du cadre organisationnel de la gestion de la dette
BENIN	Gestion de la dette et développement des marchés financiers	Vers une meilleure intégration de la gestion de la trésorerie

Togo	Gestion des dépenses publiques	Appui au renforcement du système d'information financière
TOGO	Statistiques de finances publiques	Formation sur le tableau des opérations financières

## Activités à venir

Les principales activités prévues pour les quatre premiers mois de l'année civile 2019 sont résumées dans le tableau ci-après, avec des dates indicatives.

<b>Administration douanière</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Côte d'Ivoire	Renforcement de la surveillance	4-15 février 2019
Guinée	Suivi et contrôle des exonérations	11-15 février 2019
Guinée-Bissau	Révision de la Loi sur le contentieux douanier	18-29 mars 2019
Niger	Evaluation en douane	21 janvier-1 février 2019
Sénégal	Suivi et contrôle des exonérations	4-8 février 2019
<b>Administration fiscale</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Bénin	Renforcement des activités de recherche	Mars 2019
Burkina Faso	Administration des moyennes entreprises	1er-12 avril 2019
Côte d'Ivoire	Renforcement des activités de recherche	11-22 février 2019
Guinée	Renforcement des opérations fiscales	4-15 mars 2019
Guinée-Bissau	Immatriculation des contribuables	18 février- 1er mars 2019
Mali	Renforcement des opérations fiscales	21 janvier-1er février 2019
Mali	Suivi du plan de mobilisation des recettes (en partenariat avec FAD)	4-15 mars 2019
Mauritanie	Renforcement des activités de recherche	11-22 février 2019
<b>Gestion des dépenses publiques</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Burkina Faso	Appui à la méthodologie du bilan d'ouverture	25 mars au 5 avril
Côte d'Ivoire	Evaluation de la gestion de l'investissement public	25 mars-5 avril 2019
Côte d'Ivoire	Appui à la méthodologie du bilan d'ouverture	8 au 19 avril 2019
Niger	Exécution budgétaire	11-22 février 2019
Niger	Appui à la méthodologie du bilan d'ouverture	11-22 février 2019
Mali	Evaluation de la gestion de l'investissement public	4-15 mars 2019
Mauritanie	Autorisations d'Engagement	25 mars- 5 avril 2019
Mauritanie	Balance générale des comptes et PCE	8 au 19 avril 2019
Sénégal	Cartographie des risques comptables	28 janvier au 8 février 2019
Sénégal	Elaboration manuel type de procédure comptable d'un comptable ministériel	19 mars au 29 mars
<b>Statistiques du secteur réel</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Burkina Faso	Nouvelle année de base	4-15 février 2019
Mauritanie	Nouvelle année de base	28 janvier-1er février 2019
Niger	Comptes nationaux trimestriels	Avril 2019
	Atelier régional : bilan du rebasage dans les pays d'AFRITAC (lieu : Sénégal)	15-19 avril 2019
<b>Gestion de la dette et développement des marchés financiers</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Burkina Faso	Amélioration du reporting de la dette	Avril 2019
Mali	Amélioration du système d'enregistrement de la dette	25 mars 5 avril 2019
Guinée	Mise en place du mode opératoire du programme d'émission d'obligations	1-5 avril 2019
AUT	Evaluation de l'impact de la transition à Bale III sur la gestion de la dette	Avril 2019

Séminaire régional	Le rôle du gestionnaire de la dette dans la gestion des passifs conditionnels	28 janvier-1 février
<b>Supervision bancaire</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
BCEAO	Supervision bancaire	18 février-1 mars 2019
Mauritanie	Ratio de solvabilité	1-12 avril 2019
SGCBU <sup>1</sup>	Contrôle sur place	7-11 janvier 2019
SGCBU <sup>2</sup>	Contrôle des états prudentiels sur base	11-22 février 2019
CREPMF <sup>3</sup>	Règlementation et supervision par les risques	11-22 mars 2019
<b>Statistiques de finances publiques</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Guinée	Affinement des tables de passage	22-26 avril 2019
Burkina Faso	Manuel de statistiques de finances publiques	11-15 mars 2019
Guinée-Bissau	Tableaux du cadre d'analyse minimum	15-19 avril 2019
Mali	Migration au MSFP 2001/2014	22 janvier- 1 <sup>er</sup> février 2019
Togo	Affinement des tables de passage	26 février-8 mars 2019
Mauritanie	Affinement des tables de passage	26 mars-5 avril 2019
<b>Analyse macro-budgétaire</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Bénin	Redynamisation du dispositif institutionnel et approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques	25 mars- 05 avril 2019
Guinée	Renforcement du dispositif technique de cadrage macroéconomique de cadrage macroéconomique et budgétaire	11-22 février 2019
Guinée-Bissau	Elaboration du cadre des dépenses à moyen terme et des DPBEP	04-15 mars 2019

<sup>1</sup> Secrétariat Général de la Commission bancaire de l'UMOA

<sup>2</sup> Secrétariat Général de la Commission bancaire de l'UMOA

<sup>3</sup> Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers